

Les Échos de l'Eco

echosdeleco.com

NOVEMBRE 2023 - N°031 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



Interview

Loïse Tamalgo
Délégué général du groupe Eramet en Afrique



ERAMET

C'EST À L'AFRIQUE DE DÉFINIR LE RÔLE QU'ELLE VEUT JOUER SUR LA NOUVELLE CARTE GÉOPOLITIQUE DES MÉTAUX

Actif en Afrique dans plusieurs pays et sur plusieurs minéraux, le groupe Eramet vient de publier ses résultats pour le compte du troisième trimestre 2023.

P. 4-5

Essentiels



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : FAUT-IL CRAINDRE LA BULLE CHATGPT ?

Avec l'internet des années 2000, puis le cloud, la blockchain, le métavers et maintenant l'IA générative, la technologie a toujours été sujette à des emballements boursiers plus ou moins intenses. Qu'en est-il du phénomène ChatGPT ?

P. 8



L'AIRBUS A350 ARRIVE EN FORCE À LIBREVILLE : PROGRAMME AIR FRANCE À COMPTER DE NOVEMBRE

Air France, qui a fêté le 7 octobre dernier les 90 ans de sa création, annonce un programme ambitieux pour cet hiver.

P.17



JEU CONCOURS

Les fêtes de fin d'année approchent à grands pas. À cette occasion votre mensuel les Échos de l'Éco, vous invite à participer et tenter de gagner de beaux lots...

P.18

PLUS DE PROXIMITÉ POUR MIEUX VOUS SERVIR.

LIBREVILLE
• Agence Odysée - Centre ville
• Point de vente Assinco - BGFIBank Oloumi

PORT-GENTIL
• Agence Fidis - Centre d'Affaires BGFIBank



WWW.ASSINCO-SA.COM

Tél : +(241) 11 72 19 25
Email : commercial@assinco-sa.com / reclamations@assinco-sa.com
Adresse : Immeuble Odysée, Boulevard de l'Indépendance Libreville-Gabon
www.groupebgfibank.com

Assinco
LE RISQUE MAÎTRISÉ, L'AVENIR ASSURÉ



AU-DELÀ DE L'IMAGINATION

Voici
le forfait des
GRANDS



My Airtel app
Le choix malin

 Téléchargez maintenant





Édito

IA : INTELLIGENCE ARTIFICIELLE OU INQUIÉTUDE ACADÉMIQUE ?

Dans cet éditto, je vais m'attarder sur l'un des sujets développés, en l'occurrence, l'intelligence artificielle. Loin de m'inscrire dans une posture technophobe, je m'intéresse, certes, mais je m'inquiète aussi de son usage en m'appuyant sur la question des enjeux éthiques. Son emploi génère autant de risques qu'il apporte de solutions. Il reste à considérer que nous n'en sommes qu'aux prémices. Aujourd'hui, cette technologie occulte la personnalité, tend à se fondre dans un univers de multiculturalisme qui nuit à la transférabilité des cultures. Alors oui, parlons-en et voyons jusqu'où nous irons dans ce qui est considéré comme un progrès considérable. C'en est un effectivement, mais quel sera le poids de ses dérives potentielles ?

Cette édition de novembre nous permet de vous présenter le rapport du groupe Eramet au service de la transition énergétique : lithium, manganèse, nickel, sables minéralisés, 4 métaux extraits dans 15 pays grâce aux 10 000 collaborateurs engagés pour produire de manière responsable les métaux nécessaires au monde de demain. Pour détailler davantage et nous arrimer au sujet, nous vous invitons à lire le communiqué de l'Union européenne relatif à la COP 28. Pour rester cohérents et complets, vous trouverez aussi une explication concernant la nucléarisation susceptible de remplacer progressivement les sources d'énergie traditionnelles par l'énergie propre.

Dans ce numéro 31 des *Échos de l'Éco*, nous avons laissé une large place à deux jeunes entrepreneurs gabonais, fondateurs et directeurs de leurs sociétés, toutes deux promises à un bel avenir. Vous pourrez lire l'interview d'Alexandre Alawoe de la société Altemploi qui connaît une belle progression d'activités grâce à son engagement et à son dynamisme. Quant à l'essor de la société Pozi gérée par Loïc Kapitho, elle est spécialisée dans le tracking de véhicules, elle dépasse ses objectifs de croissance et ce n'est pas terminé. Ces exemples prouvent encore une fois que les ressources humaines du pays sont un capital plus qu'estimable.

Dans un tout autre domaine, Air France démontre l'intérêt qu'il porte à ses clients gabonais en nous faisant découvrir un avion de dernière génération, l'A350, qui offre un confort optimal difficilement comparable. Sur le plan panafricain, vous lirez les perspectives des puissances économiques prévues par le FMI. Dans un autre registre, des informations et des graphiques nous dévoilent qui possède les câbles sous-marins qui nous relient au continent et une analyse nous dévoile en quoi consiste le défi de l'inclusion financière en Afrique.

Enfin, à l'aube des fêtes de fin d'année, nous vous proposons de participer à notre jeu-concours qui vous permettra peut-être de gagner l'un des quatre beaux lots mis en jeu.

En ce mois de novembre, toute l'équipe des *Échos de l'Éco* encourage les hommes à se faire dépister contre les cancers masculins.

Bonne lecture.

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella – Studio Pixel

ASSISTANTE DE DIRECTION

Jocelyne Mouckala
(+241) 066 06 94 98

RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco
RCCM : GA-LBV-01-2022-B16-00001
Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

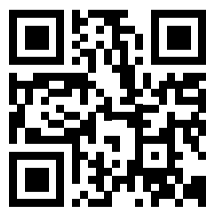
PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

IMPRESSION



IMPRIMÉ À 12 000 EX



Sommaire



COP 28 LE CONSEIL DÉFINIT LA POSITION DE L'UE EN VUE DU SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LE CLIMAT À DUBAÏ

Le Conseil a approuvé ce jour des conclusions qui constitueront la position de négociation générale de l'UE lors de la 28^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 28) qui se tiendra à Dubaï, aux Émirats arabes unis, du 30 novembre au 12 décembre 2023.

P.6

LE SUJET IMPORTANT DE LA COP 28 DE DUBAÏ PARTOUT DANS LE MONDE, LA RENAISSANCE DU NUCLÉAIRE PREND DE L'AMPLEUR

L'énergie nucléaire a longtemps été maudite, mais les temps changent. Jusqu'à récemment, plusieurs pays prévoient de fermer progressivement leurs réacteurs nucléaires...



P.7



PUISSANCES ÉCONOMIQUES AFRICAINES : PERSPECTIVES SELON LE FMI

La mise à jour des prévisions de croissance du Fonds monétaire international (FMI) apporte bien des surprises, notamment le bouleversement annoncé à la tête des économies les plus puissantes d'Afrique en termes de produit intérieur brut (PIB) à prix courants exprimé en dollars...

P.10

INTERVIEW DE M. ALEXANDRE ALAWOE, FONDATEUR ET DIRECTEUR DE LA SOCIÉTÉ ALTEMPLOI GABON

Ce portail de recrutement gabonais a été conçu en 2015. Son succès ne s'est pas fait attendre et d'autres services supplémentaires ont été proposés tels que le conseil en relations humaines, l'organisation du premier Salon de l'emploi et des métiers en 2018 ou le lancement de la première application mobile de recrutement au Gabon...

P.14



POZI : EN MOINS DE DEUX ANS, + DE 1 000 VÉHICULES ET + DE 200 CLIENTS

Fondée en 2021, Pozi est une startup gabonaise spécialisée dans le tracking dont la mission est de libérer le plein potentiel des acteurs de la mobilité africaine par l'optimisation en temps réel de leur flotte de véhicules. Au cours du 3^e trimestre 2023, la startup a franchi la barre des 1 000 véhicules...

P.15

INTERVIEW DE MONSIEUR LOÏSE TAMALGO,
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU GROUPE ERAMET EN AFRIQUE

C'EST À L'AFRIQUE DE DÉFINIR LE RÔLE QU'ELLE VEUT JOUER SUR LA NOUVELLE CARTE GÉOPOLITIQUE DES MÉTAUX

Actif en Afrique dans plusieurs pays et sur plusieurs minéraux, le groupe Eramet vient de publier ses résultats pour le compte du troisième trimestre 2023. Loïse Tamalgo, délégué général du groupe Eramet en Afrique, analyse les performances de l'entreprise ainsi que les dynamiques actuelles des marchés sur lesquels le Groupe est présent.

Par Anne-Marie Jobin

EE Depuis plusieurs mois, le marché minier est perturbé à cause de différents événements, dont la guerre russo-ukrainienne. Quelle analyse faites-vous de l'état du marché mondial des mines et des métaux à l'heure actuelle, et plus particulièrement pour les minéraux produits par le groupe Eramet ?

En tant que premier producteur mondial de manganèse, nous suivons avec attention les niveaux de production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du manganèse. Il a atteint 468 Mt au 3^e trimestre 2023, en hausse de 2 %.

La production en Chine, qui représente plus de 50 % de la production mondiale, est en hausse de 4 % par rapport à un faible niveau à la même période il y a un an. La production en Europe recule de 12 % sur la période. La production en Inde a quant à elle progressé de 17 %, les volumes ayant désormais dépassé ceux de l'Europe.

Pour les sables minéralisés, le contexte macroéconomique est défavorable au secteur de la céramique. Ainsi, la demande mondiale de zircon est à nouveau en légère baisse sur le trimestre. Cependant, l'économie de la Chine reprend du rythme peu à peu et devrait dépasser les 5 % de croissance en 2023. Cette tendance va naturellement tirer le marché mondial du secteur minier.

Toutefois, l'industrie de la construction reste toujours en berne. De façon générale, l'offre des différents produits reste forte dans un contexte de demande plus faible, mais surtout d'un sentiment négatif des marchés envers les matières premières.

Ainsi, sur l'année 2023, les prix ont suivi une tendance baissière, même si les fondamentaux sont restés bons, notamment la tendance des véhicules électriques et de la transition

énergétique. Les marchés devraient se stabiliser rapidement avant de rebondir à moyenne échéance. Le coût de l'énergie reste tout de même un sujet de préoccupation consécutivement à la guerre en Ukraine.

Ainsi, au 3^e trimestre 2023, dans un environnement macroéconomique difficile avec des prix de vente nettement inférieurs à ceux de l'an dernier, nous avons réalisé une très bonne performance opérationnelle grâce à la hausse de nos volumes produits et à une discipline financière stricte. Nous avons ainsi réussi à rattraper les retards de production générés par des incidents exceptionnels au 1^{er} semestre.

Nous restons concentrés sur la performance de nos opérations, l'adaptation de la production aux conditions de marché et le strict contrôle de nos coûts. Dorénavant plus robuste, Eramet continue d'avancer dans ses projets de développement malgré la conjoncture. Nous sommes en ordre de marche pour démarrer notre production de carbonate de lithium en Argentine au 2^e trimestre 2024 et sommes proches de prendre la décision d'étendre le projet pour doubler notre production à horizon 2027.

Avec ces projets, Eramet confirme son leadership technologique dans la chaîne de valeur des métaux nécessaires à la transition énergétique.



Le groupe investit pour augmenter les capacités de production au Gabon, au Sénégal et en Indonésie.

EE Dans ce contexte de fluctuations sur le marché mondial, comment se positionne le groupe Eramet ? Comment ce contexte a-t-il influencé vos plans et votre positionnement depuis le début de l'année ?

Sur ses métaux historiques, notamment le manganèse, le nickel et les sables minéralisés, le Groupe maintient sa position sur le marché international et se focalise sur la croissance de la production, l'efficacité du coût du capital et la satisfaction des clients par des produits de haute qualité avec des processus éprouvés en alignement avec les standards ESG les plus stricts du secteur. Le groupe investit pour augmenter les capacités de production au Gabon, au Sénégal et en Indonésie.

Sur les 4 dernières années, le groupe a investi environ un milliard d'euros pour le développement de la capacité de ses actifs miniers et logistiques au Gabon. Au Sénégal, le groupe a démarré la construction d'une centrale solaire et vient d'obtenir l'autorisation pour la phase 2 du projet qui permettra d'investir afin d'augmenter la capacité de 10 %.

Sur les métaux de la transition énergétique, le Groupe poursuit la construction de son usine de production de lithium en Argentine qui sera opérationnelle au 2^e trimestre 2024 avec une première production de 24 000 tonnes de lithium d'ici mi-2025. Eramet a signé début juillet un accord de 400 millions de dollars avec le groupe Glencore pour commercialiser conjointement quelque



50 000 tonnes de lithium produites sur son site argentin sur une période de cinq ans.

En Indonésie, un projet de construction d'une usine HPAL (High Pressure Acid Leach)¹ pour la production de sels de nickel destinés au marché des batteries électriques est en cours d'étude avec BASF.

Le groupe a obtenu des subventions de 80 millions

d'euros de l'Union européenne et de la BPI pour la poursuite de son projet de recyclage de batteries électriques en collaboration avec Suez.

Enfin, le groupe renforce son engagement social en préparant le lancement de son ambitieuse nouvelle feuille de route RSE 2024-2026 et l'audit externe de l'ensemble de ses sites miniers par les experts de l'Initiative for Responsible Mining Assurance (Irma).



Mine de manganèse Moanda Gabon

EE Vous venez de publier vos nouveaux résultats. Quelle analyse faites-vous de la performance de vos opérations africaines ?

Au Gabon, au 3^e trimestre 2023, les volumes de minerai sont de retour à des niveaux record, avec 2,1 Mt de minerai produits et 2,0 Mt de minerai transporté. Ces volumes sont en augmentation d'environ 40 % par rapport à un 2^e trimestre 2023 affecté par des incidents logistiques non récurrents.

Le programme d'expansion de la mine de Moanda au Gabon, déjà la plus grande mine de manganèse au monde, se poursuit, accompagné de progrès opérationnels. Après un 1^{er} semestre 2023 perturbé par des incidents logistiques désormais résolus (glissement de terrain fin 2022, rupture d'un ouvrage d'art début avril), la production et le transport de minerai de manganèse sont de retour à la normale.

La suspension des activités due à l'événement historique survenu le 30 août 2023 aura au total duré moins de 24 heures et n'a donc pas eu d'incidence sur la performance du trimestre.

Au Sénégal, à GCO, (Grande Côte Opérations) la production de sables minéralisés est en baisse de 5 % à 161 kt sur le trimestre, en raison principalement, comme anticipé, d'une teneur moyenne plus faible et de conditions minières défavorables dans la zone exploitée actuellement.

La production de sables minéralisés de GCO en 2023 devrait s'établir autour de 700 kt HMC, en retrait par rapport à 2022. La mise en service de l'unité d'exploitation à sec a permis de limiter l'impact de la teneur faible et des conditions minières défavorables. L'exploitation va désormais se poursuivre dans une zone où la teneur sera plus forte.

EE Vous avez publié plus tôt cette année les contributions du Groupe dans les différents pays où il travaille. Qu'en est-il pour ce qui concerne les pays où vous opérez en Afrique ?

La raison d'être « Devenir une référence de la transformation responsable des ressources minérales de la Terre, pour le bien-vivre ensemble » se traduit en actions concrètes, notamment à travers les investissements réalisés dans nos pays d'implantation. Au Gabon et au Sénégal, nous avons contribué respectivement de 673 et 106 millions d'euros aux économies nationales en 2022.

Cette contribution renferme les dividendes, les impôts et taxes, l'investissement communautaire, les salaires payés en local et le contenu local. Ces contributions sont à la taille de nos opérations et vont croître à mesure que nous augmentons nos capacités de production.



Usine de lithium Argentine

EE Quelles innovations majeures avez-vous réalisées dans les juridictions minières africaines où vous êtes présents ?

Afin de réaliser son ambition de miner responsable, Eramet et sa filiale Comilog ont mis en place à Moanda, un centre de gestion intégrée des opérations, ou Iroc (Integrated Remote Operations Center), baptisé « Moulebe », résultat d'une expertise innovante transférée du groupe vers la filiale. Ce centre a permis la reconversion d'une soixantaine de salariés à de nouveaux métiers d'avenir. L'Iroc permet d'offrir un environnement intégré dans lequel des ressources pluridisciplinaires travaillent en collaboration avec des indicateurs de contrôle pour des opérations structurées en temps réel sur l'ensemble de la chaîne de valeur du système de production.

Au Gabon toujours, le Groupe a également mis en place un port flottant permettant le transbordement en pleine mer sur des navires de 200 000 tonnes, en plus des bateaux de 45 000 tonnes qui accostent au port. Ce changement d'échelle dans la logistique maritime permet de faire face à une augmentation de l'amplitude logistique du pays en matière de transport maritime grâce au développement d'infrastructures à quai et sur mer.

À GCO au Sénégal, le Groupe affirme son expertise dans la gestion responsable de ses impacts auprès des communautés locales avec l'achèvement d'un projet RSE d'une ampleur inégalée : la création de la première oasis du Sénégal.

Eramet investit également dans de nouvelles méthodes complémentaires de valorisation de la ressource en sables minéralisés. Une unité mobile très performante permet de ratisser les sables se trouvant de part et d'autre du chemin de notre drague, ce qui permet de ne pas gaspiller la ressource et d'optimiser la production.

EE La question de l'impact des mines sur la vie des populations et l'environnement est discutée dans plusieurs pays miniers aujourd'hui. Eramet a choisi l'Initiative for Responsible Mining Assurance (Irma) pour évaluer la performance RSE de ses sites opérationnels. Comment le Groupe s'active-t-il pour obtenir la certification « Mine responsable » ?

Ce standard international, objectif et indépendant, permet de certifier comme « responsables » les activités auditées selon les critères les plus exigeants. Après une auto-évaluation réalisée fin 2022, Eramet a engagé l'évaluation indépendante de son site d'Eramet (GCO) au Sénégal. Le lancement de cet audit externe par un tiers permettra à Eramet de compter parmi les premiers groupes

miniers à démontrer leur engagement public dans le processus Irma.

Après ce premier audit externe au Sénégal, Eramet a pour ambition d'engager l'ensemble de ses sites minières dans ce processus de vérification indépendant d'ici 2027.

EE Quelles sont les perspectives du groupe Eramet en Afrique alors que l'année 2023 se termine et que débute bientôt une nouvelle année ?

Conscient que la durabilité de l'exploitation minière dépend de l'exploration, le groupe Eramet prévoit d'intensifier l'exploration sur nos permis



Le groupe va poursuivre ses investissements dans les projets en cours, notamment la nouvelle mine de manganèse à Comilog, le Plan de remise à niveau (PRN) et le Plan d'augmentation de la capacité (PAC) de la voie ferrée de la Setrag au Gabon.

d'exploitation actuels ainsi que sur les nouveaux permis octroyés par les administrations des États. L'objectif est d'augmenter les ressources minières de nos métaux en exploitation dans ces pays et de les convertir en réserves dans nos pays d'exploitation.

Cela permettra d'augmenter la connaissance des gisements et de prolonger significativement la vie de la mine dans ces pays. Nous resterons ouverts également pour identifier des potentiels dans les pays où il existe des métaux critiques pour la transformation énergétique.

Afin de rentabiliser les lourds investissements effectués, le Groupe va déployer le standard Eramet Production System pour augmenter l'efficacité et la productivité des actifs. Un pilote est déjà en cours au Gabon chez Comilog.

Le Groupe va poursuivre ses investissements dans les projets en cours, notamment la nouvelle mine de manganèse à Comilog, le Plan de remise à niveau (PRN) et le Plan d'augmentation de la capacité (PAC) de la voie ferrée de la Setrag au Gabon, la phase 2 de l'extension de la mine, et la centrale d'énergie solaire chez GCO au Sénégal.

Au Cameroun, quatre années d'études de faisabilité technique et environnementale ont révélé que la rentabilité économique du projet d'exploitation du site d'Akonolinga pour la production de rutile n'a pas pu être mise en évidence du fait des investissements très coûteux nécessaires pour la mise en place d'un projet industriel responsable. L'exploitation du gisement créerait en effet un risque trop élevé pour les écosystèmes et le cadre de vie des populations locales.

Par conséquent, le Groupe a décidé de ne pas poursuivre ce projet. Nous allons procéder à une démobilisation progressive, conformément à un calendrier convenu avec les autorités camerounaises, en prenant en considération tous les aspects légaux et sociaux convenus.

EE Que pensez-vous du secteur minier africain dans son ensemble ? Est-il suffisamment préparé à faire face aux nouveaux enjeux du marché mondial des métaux ?

Le continent africain peut prendre sa place dans la nouvelle carte géopolitique des métaux qui se dessine moyennant des préalables comme la stabilité politique, juridique et réglementaire des pays et une amélioration des codes et pratiques minières.

C'est à l'Afrique elle-même de définir le rôle qu'elle veut occuper dans la chaîne de valeur de l'industrie minière et de se donner les moyens d'attirer les investissements qui lui permettront d'occuper cette place ●

*La lixiviation acide à haute pression (HPAL) est un procédé utilisé pour extraire le nickel et le cobalt des gisements de minerai de latérite. Ce procédé utilise de l'acide sulfurique pour séparer le nickel et le cobalt du minerai de latérite.

Source : Ecofin



Exploitation du Nickel en Nouvelle-Calédonie

COP 28 : LE CONSEIL DÉFINIT LA POSITION DE L'UE EN VUE DU SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LE CLIMAT À DUBAÏ

Le Conseil a approuvé ce jour des conclusions qui constitueront la position de négociation générale de l'UE lors de la 28^e conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 28) qui se tiendra à Dubaï, aux Émirats arabes unis, du 30 novembre au 12 décembre 2023. Dans ses conclusions, le Conseil met l'accent sur les possibilités qu'offre une action climatique ambitieuse pour la planète, l'économie mondiale et les citoyens, ainsi que sur l'importance qu'il y a à assurer une transition juste vers des économies et des sociétés durables, résilientes face au changement climatique et neutres pour le climat, qui ne laisse personne de côté.

Communiqué

Aujourd'hui, nous adressons un message fort à nos partenaires : l'UE est le chef de file mondial de l'action pour le climat. À Dubaï, nous jouerons un rôle de premier plan dans les négociations afin de montrer l'engagement ferme de l'UE en faveur de la transition écologique et d'encourager nos partenaires à suivre notre exemple. L'UE est un moteur du changement et nous devons nous exprimer d'une seule voix sur la scène mondiale. Nous ne pouvons tout simplement pas invoquer les difficultés rencontrées comme un prétexte pour revenir à une situation antérieure à l'accord de Paris.

Les États membres soulignent qu'il importe de relever substantiellement les ambitions mondiales en matière de climat afin que l'objectif de 1,5 °C reste à notre portée, conformément à l'accord de Paris. Ils insistent sur le fait que, collectivement, les contributions déterminées au niveau national (CDN) et leurs mises à jour sont insuffisantes à ce stade pour atteindre l'objectif, et signalent que toutes les parties devraient avoir revu et renforcé leurs CDN ou actualisé leurs stratégies à long terme de développement à faible émission de gaz à effet de serre en vue de la COP28. En particulier, les grandes économies devraient avoir renforcé le niveau d'ambition de leurs CDN et actualisé leurs stratégies à long terme afin d'y inclure un objectif de zéro émission nette à atteindre d'ici 2050 au plus tard.

Dans ce contexte, le Conseil se félicite de la présentation à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Cnuccl) d'une mise à jour de la CDN de l'UE reflétant les éléments essentiels du paquet « Ajustement à l'objectif 55 », qui ont tous fait l'objet d'un accord et permettront à l'UE de réduire ses émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport au niveau de 1990 et de parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050 au plus tard.

● Élimination progressive des combustibles fossiles et augmentation de la capacité de production d'énergie à partir de sources renouvelables

Le Conseil souligne que la transition vers une économie neutre pour le climat nécessitera l'élimination progressive



à l'échelle mondiale des combustibles fossiles sans dispositif d'atténuation et un pic de leur consommation au cours de cette décennie. Il attire l'attention sur l'importance qu'il y a à faire en sorte que le secteur de l'énergie soit principalement exempt de combustibles fossiles bien avant 2050, ainsi qu'à s'efforcer de parvenir à un système électrique mondial entièrement ou principalement décarboné dans les années 2030, qui ne laisse aucune place à la production nouvelle d'électricité à partir de charbon, étant donné que des mesures rentables de réduction des émissions sont facilement disponibles. Il appelle également à la suppression progressive, dès que possible, des subventions aux combustibles fossiles qui ne ciblent pas la précarité énergétique ou la transition juste.

Le Conseil appelle à une action mondiale en vue de tripler la capacité de production d'énergie à partir de sources renouvelables installée, pour



Les États membres sont conscients des efforts déployés par de nombreux pays et institutions pour financer toute une série de solutions.

la porter à 11 TW, et de doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030 tout en respectant le bouquet énergétique national de chaque pays. Il insiste sur le caractère essentiel de la coopération avec les pays en développement afin de relever les défis découlant de la transition et de tirer parti des avantages qu'elle offre.

● Intensification des efforts en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci

Le Conseil souligne qu'il importe de mener à bien le premier bilan mondial lors de la COP 28, qui constitue un élément central de l'accord de Paris et comprend des recommandations spécifiques en vue d'une action renforcée, immédiate et ambitieuse en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci. En outre, les ministres saluent le lancement du programme de travail en matière d'atténuation et du programme de travail pour une transition juste ainsi que du dialogue sur l'objectif mondial en matière d'adaptation.

Dans ce contexte, le Conseil réaffirme qu'il est important que toutes les parties redoublent d'efforts pour intégrer l'adaptation et la résilience face au changement climatique dans les politiques et programmes existants dans tous les secteurs concernés. Il met l'accent sur les efforts croissants déployés par l'UE et les États membres pour mettre en œuvre des stratégies et des

plans d'adaptation, en intégrant l'adaptation dans toutes les politiques sectorielles de l'UE dans le cadre de la stratégie de l'UE relative à l'adaptation au changement climatique.

● Financement de l'action climatique pour faire face aux pertes et aux préjudices

Les États membres sont conscients des efforts déployés par de nombreux pays et institutions pour financer toute une série de solutions afin de faire face aux pertes et aux préjudices causés par les effets néfastes du changement climatique. Ils reconnaissent la nécessité de renforcer les dispositifs de financement existants et notent les possibilités qu'offrent les banques multilatérales de développement et les institutions financières internationales à cet égard. Les ministres invitent tous les pays à intensifier leurs efforts afin de mobiliser des financements provenant de toutes les sources pour soutenir l'action pour le climat. Ils attendent également avec intérêt le débat sur le financement de l'action climatique qui aura lieu lors de la session du Conseil « Affaires économiques et financières » (Ecofin) du 17 octobre 2023.

En outre, l'UE est déterminée à travailler avec l'ensemble des parties pour : continuer à promouvoir la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé ; encourager une discussion inclusive sur l'avenir de la Cnuccl en mettant l'accent sur l'amélioration de l'efficacité du processus et la facilitation de la

participation ; faire progresser la mise en œuvre ambitieuse du programme de travail de Glasgow sur l'action pour l'autonomisation climatique (ACE) et de son plan d'action ; aborder la dimension de genre afin de tirer pleinement parti du potentiel des politiques climatiques ; faire avancer les discussions dans le cadre du nouveau programme de travail conjoint de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre de l'action climatique dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.



Le 17 octobre, le Conseil s'efforcera d'approuver des conclusions sur le financement de l'action climatique.

● Contexte

Les principaux points à l'ordre du jour de la COP 28 devraient être les suivants : le premier bilan mondial ; le programme de travail en matière d'atténuation du changement climatique ; l'objectif mondial en matière d'adaptation ; le financement de l'action climatique, y compris les modalités de financement pour les pertes et préjudices.

Chaque année, la conférence des parties (COP) à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (Cnuccl) se réunit pour déterminer les ambitions et les responsabilités en matière de climat, ainsi que pour définir et évaluer les mesures en faveur du climat.

L'UE et ses États membres sont partis à la convention, qui compte 198 parties (197 pays plus l'Union européenne) au total. La présidence tournante du Conseil, conjointement avec la Commission européenne, représente l'UE lors de ces sommets internationaux sur le climat.

Le 17 octobre, le Conseil s'efforcera d'approuver des conclusions sur le financement de l'action climatique en vue de la COP 28 sur les changements climatiques. Ces conclusions visent à compléter le mandat général de l'UE décrit dans ce communiqué de presse ●

LE SUJET IMPORTANT DE LA COP28 DE DUBAÏ

PARTOUT DANS LE MONDE, LA RENAISSANCE DU NUCLEAIRE PREND DE L'AMPLEUR

L'énergie nucléaire a longtemps été maudite, mais les temps changent. Jusqu'à récemment, plusieurs pays prévoyaient de fermer progressivement leurs réacteurs nucléaires. L'Allemagne en est l'exemple le plus marquant, mais la Belgique aussi. Même la France, pays le plus pronucléaire d'Europe, a fermé sa centrale nucléaire de Fessenheim.

Par la Rédaction



Bien sûr, comparée à l'énergie nucléaire, l'énergie solaire est beaucoup moins chère et plus facile à installer. Toutefois, jusqu'à présent, l'énergie solaire et l'énergie éolienne ne sont pas suffisamment fiables pour servir de base à l'approvisionnement en énergie, étant donné que le vent ne souffle pas toujours et que le soleil ne brille pas en permanence. Les batteries et d'autres solutions comme l'hydrogène pourront peut-être contribuer à combler ces lacunes à l'avenir, mais nous n'en sommes pas encore là. En revanche, l'énergie nucléaire peut servir de colonne vertébrale stable à un réseau électrique.

Cette question sera au cœur des discussions lors de la prochaine conférence des Nations unies sur le climat, la COP28, qui se tiendra à Dubaï. Sultan Al Jaber, ministre de l'Industrie des Émirats arabes unis et hôte de la prochaine conférence des Nations unies sur le climat, a souligné que nous ne pouvions pas simplement débrancher le système énergétique existant sans disposer d'une solution de remplacement viable, en précisant que le pétrole

et le gaz seront encore présents pendant des décennies, même s'il considère leur déclin comme « inévitable ». Selon M. Al Jaber, nous devons donc intensifier les technologies disponibles pour « minimiser les émissions ». Il a déclaré l'an dernier à des dirigeants du secteur pétrolier à Abou Dhabi que « le monde a besoin de toutes les solutions possibles », qu'il s'agisse du pétrole, du gaz, de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne, de l'énergie nucléaire, de l'hydrogène et des énergies propres qui restent à découvrir, commercialiser et déployer. Il considère que la capture du carbone est essentielle pour garantir l'élimination des émissions dues à la poursuite de la production de pétrole et de gaz.

Ce n'est pas un hasard s'il mentionne le nucléaire, dont l'empreinte carbone est beaucoup plus faible que celle des combustibles fossiles. Depuis un an ou deux, nous assistons à une véritable renaissance du nucléaire. La France, les Pays-Bas et la République tchèque ont décidé de construire de nouvelles centrales nucléaires. Le Parlement suédois a adopté un nouvel objectif en matière

d'énergie, ouvrant la voie à de nouvelles centrales nucléaires – un revirement 40 ans après la décision de ce pays d'abandonner le nucléaire. L'Italie envisage de suivre une voie similaire, tandis qu'une toute nouvelle centrale nucléaire a été inaugurée en Finlande au début de l'année. Enfin, en Belgique, le gouvernement a conclu un accord avec le propriétaire français des réacteurs nucléaires belges afin de maintenir au moins certains d'entre eux en activité pendant quelques années supplémentaires. Cependant, seuls deux des sept réacteurs resteront en service en raison de l'obstruction des verts antinucléaires au sein du gouvernement fédéral belge.

Même l'Allemagne, patrie du sentiment antinucléaire, a décidé l'année dernière de prolonger au moins certains de ses réacteurs nucléaires. Une grande majorité de la population est favorable au maintien de ces réacteurs, ce qui semble désormais techniquement possible. Mais la coalition gouvernementale avec les verts antinucléaires s'y oppose, alors même que l'industrie allemande tire la sonnette

d'alarme sur les prix élevés de l'énergie qui contribuent selon eux à la désindustrialisation.

Pendant ce temps, en dehors de l'Europe, la renaissance de l'énergie nucléaire gagne constamment du terrain. L'administration Biden injecte des milliards dans l'industrie, tandis qu'en Californie, en proie au black-out, la durée de vie de la centrale nucléaire de Diablo Canyo a été prolongée.

En Chine, 38 réacteurs nucléaires sont en service et pas moins de 19 nouveaux en construction. Cette année, la Chine a également signé un accord de 4,8 milliards de dollars avec le Pakistan pour la construction d'une centrale nucléaire de 1200 mégawatts. En Russie, 7 nouveaux réacteurs sont en construction, 6 en Inde et 3 en Corée du Sud.

Même en Arabie saoudite, que l'on pourrait qualifier de siège mondial des combustibles fossiles, il existe des plans avancés pour établir une industrie nucléaire civile. En février 2022, le pays a créé la Nuclear Holding Company afin de développer le nucléaire dans le Royaume. Les offres ont été reçues au début de l'année. Tout comme l'investissement dans l'énergie solaire et éolienne, ce projet vise à favoriser la diversification et à réduire la dépendance du Royaume à l'égard du pétrole.

La décision de l'Allemagne d'abandonner l'énergie nucléaire est consécutive à la catastrophe de Fukushima au Japon, mais le Japon lui-même se lance à nouveau dans l'énergie nucléaire. C'est logique. Comme l'a écrit George Monbiot, célèbre défenseur britannique de l'environnement, à l'époque de la catastrophe, « Fukushima m'a fait cesser de m'inquiéter et m'a fait aimer l'énergie nucléaire ». Une vieille centrale minable dotée de dispositifs de sécurité inadéquats a été frappée par un tremblement de terre monstrueux et un énorme tsunami. L'alimentation en électricité a été interrompue, ce qui a mis le système de refroidissement hors service. Les réacteurs ont commencé à exploser et à fondre. La catastrophe a mis en évidence un héritage familial de mauvaise conception et de coupes claires. Pourtant, pour autant que nous le sachions, personne n'a encore reçu de dose mortelle de radiations ».

Ce point de vue a été attesté. À ce jour, un seul décès par cancer a été officiellement confirmé et attribué à l'exposition aux radiations par

le gouvernement à des fins d'indemnisation, après avis d'un groupe de radiologues et d'autres experts. Si l'on considère les « taux de mortalité par unité de production d'électricité », l'énergie nucléaire est plus sûre que l'énergie éolienne et à peine moins sûre que la source d'énergie la plus sûre, c'est à dire l'énergie solaire.

Tout cela concerne la génération actuelle de réacteurs nucléaires. De nouveaux petits réacteurs modulaires sont en cours de développement. Pour un investissement initial plus faible, ils offrent une plus grande évolutivité et une meilleure souplesse d'implantation pour les sites qui ne peuvent pas accueillir les réacteurs traditionnels de plus grande taille. De plus, le combustible nucléaire usé peut être recyclé pour fabriquer un nouveau combustible et des sous-produits. L'énergie nucléaire s'inscrit donc véritablement dans l'économie circulaire.

Qu'en est-il du nucléaire sur le continent africain ?

L'utilisation de l'énergie nucléaire en Afrique se limite actuellement à l'Afrique du Sud qui est le seul pays du continent africain à disposer d'une centrale nucléaire en fonctionnement, mais plusieurs contrats signés à la fin des années 2010 par d'autres pays africains leur permettront de s'en doter dans les années à venir.

Le continent africain est peu électrifié : 600 millions d'Africains, principalement en Afrique subsaharienne, n'avaient toujours pas d'accès à l'électricité en 2016 alors que le développement économique et la croissance démographique entraînent une demande d'électricité importante. L'électrification est également essentielle pour attirer de nouveaux investisseurs. En 2015, 77% de l'électricité était produite à partir de sources fossiles, 21% à partir de sources renouvelables, principalement hydrauliques et géothermiques ●

Source : Forbes



www.echosdeleco.com

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

FAUT-IL CRAINDRE LA BULLE CHATGPT ?

Avec l'internet des années 2000, puis le cloud, la blockchain, le métavers et maintenant l'IA générative, la technologie a toujours été sujette à des emballements boursiers plus ou moins intenses. Qu'en est-il du phénomène ChatGPT ? 10 700 milliards de dollars : c'est le poids que représentent en Bourse les huit géants en vogue de la tech, c'est-à-dire Alphabet, Amazon, Apple, Meta, Microsoft, Netflix, Nvidia et Tesla. Selon Yardeni Research, cela représente 26,6 % des 500 actions les plus importantes du marché américain. Un exploit dû en grande partie à l'appétit renouvelé des investisseurs pour les actions liées à l'intelligence artificielle (IA). Les craintes d'une nouvelle bulle économique similaire à celle de l'internet des années 2000 sont-elles fondées ?

Par la Rédaction

● Une lame de fond

C'est en novembre 2022, hier, que la première version de l'assistant ChatGPT est mise en ligne. Cette IA conversationnelle connaît un succès retentissant et capte plus de 100 millions d'utilisateurs en seulement deux mois. Dans la foulée, Microsoft décroche un contrat exclusif avec son éditeur OpenAI pour intégrer ce chatbot intelligent dans son moteur de recherche Bing. Depuis Mountain View en Californie, Google observe la vague de près et ne souhaite pas se retrouver sur le banc de touche. Dès mars 2023, le géant californien décide de lancer sa propre IA générative baptisée Bard. De l'autre côté du Pacifique, le mastodonte chinois Baidu donne également naissance à Ernie. Même Mark Zuckerberg décide de prendre ce virage : deux ans après avoir fait du métavers son nouveau cap et 36 m^{ds} de dollars plus tard, le fondateur de Meta (Facebook) semble prêt à quitter discrètement le bateau du Web3 pour s'agripper au train de l'IA. Concernant ChatGPT, la demande a explosé et ces cinq derniers mois ont prouvé à quel point miser sur ces systèmes d'IA a de quoi rassurer les investisseurs : le cours boursier de Microsoft a pris 40 % depuis janvier, 44 % pour Google, et l'indice Faang (Meta [Facebook], Amazon, Apple, Netflix et Alphabet [Google]) a bondi de 66 %.

● Des cas d'usage matures

Selon une étude de l'OCDE de juillet dernier, un emploi sur quatre sera remis en cause par l'IA d'ici dix ans et nul doute que les récentes IA génératives ont noirci le tableau. Éditeurs, journalistes, écrivains, secrétaires, chargés de relation client, développeurs, la liste des métiers concernés s'allonge. Il est vrai que ces assistants d'un nouveau genre sont déroutants : ils savent très bien interagir, tenir une conversation, chercher l'information pertinente de manière autonome, voire écrire des livres. ChatGPT a apporté la démonstration qu'on peut atteindre un niveau de qualité suffisant pour révolutionner l'interface utilisateur. Mieux encore, ces outils porteraient en eux la promesse de nous débarrasser de tâches jugées



fastidieuses. Mais cette fois-ci, pour de vrai. « Ce qui change la donne avec ChatGPT, c'est que la réalisation de la promesse d'une IA accessible n'a jamais été aussi proche », valide Nicolas Essayan, founding partner chez Motier Ventures. « Les "étés" précédents avaient tendance à sur vendre des technologies qui n'étaient pas prêtes. » Le niveau de maturité de l'IA semble donc avoir passé un cap, pas spécialement sur le volet recherche, mais plutôt en termes de concrétisation d'une interface homme-machine aboutie.

Les cas d'usage sont présentés comme plus matures, les modèles d'affaires plus tangibles et surtout, les infrastructures et les systèmes de traitement des données sont désormais suffisamment robustes pour alimenter des modèles génératifs performants. L'impact de l'IA sur l'économie mondiale se chiffre en trillions. Un plateau de productivité est prévu dans seulement cinq ans, et d'ici là, peut-être n'écrirons-nous plus nos emails nous-mêmes, qui sait ?

● Un nouvel « été de l'IA »

Malgré ces promesses concrètes, les valorisations, elles, se fondent uniquement sur des revenus fictifs. Naturellement, la crainte du risque d'éclatement d'une bulle persiste. Les bulles de bonnes choses ont toujours commencé par de l'argent facile et se sont toutes terminées par des hausses de taux. La bulle internet a été la première,

mais indéniablement, cela crée aussi de la valeur puisque cette technologie est aujourd'hui indispensable à nos vies.

● Une affaire de cycle

Il y a certains abus en termes de levées de fonds et de valorisations. C'est un peu le même effet d'aubaine que dans le Web3, avec des investisseurs peu avertis qui se lancent tête baissée, mais à moindre échelle tout de même. La vague actuelle est plus lente et ses racines sont plus anciennes que celles du Web3. Les applications sont plus concrètes et plus tangibles, car il est facile de voir comment une IA générative peut faire gagner du temps. À chaque fois le même refrain : passée la phase d'engouement, les premières désillusions se font sentir et permettent de faire le tri pour ne garder que les innovations qui ont vocation à devenir pérennes. « Toutes les bulles sont à craindre à partir du moment où des investissements s'emballent avant qu'une preuve de concept soit faite. »

● Des peurs persistantes

Cette « bulle » n'est pas de nature technologique, mais plutôt médiatique et se focalise sur des peurs amplifiées notamment par les discours catastrophistes de certaines personnalités américaines sur l'IA. On pense évidemment au milliardaire Elon Musk qui multiplie les discours sur l'IA

détentrice d'un « potentiel de destruction de la civilisation ». De nombreux chercheurs et analystes partagent plutôt l'idée que le terme d'intelligence artificielle cristallise des fantasmes infondés. Toute innovation est arrivée avec son lot de craintes et d'enjeux de gouvernance. Mais il s'agit ni plus ni moins d'une nouvelle génération d'automatisation, au même titre que celles de la mécanisation de la force de travail ouvrière ou bien de l'agriculture au cours du millénaire précédent. Le vrai risque concerne la perte de sens au travail. Certains ont construit leur vie, leur identité, autour de leur capacité à être des travailleurs productifs du savoir et craignent aujourd'hui que leur métier ne devienne rapidement obsolète. La perte du sens au travail conduit à une perte d'humanité. Les entreprises ont le devoir de les aider à mettre à jour leurs compétences afin d'écarter cette peur de l'obsolescence sociétale.

Quoi qu'il en soit, si les craintes vis-à-vis de l'IA peuvent être relativisées, le risque d'éclatement d'une bulle financière aura plus de mal à s'estomper. Les valeurs technologiques sont passées d'une centaine de millions à plus de 1 000 m^{ds} de dollars en une seule décennie.

● Des opportunités à saisir

Cet effet d'entraînement est donc devenu un lieu commun de l'univers de la tech et personne ne peut prédire quels

cas d'usage auront droit à leur « moment iPhone ». Mais une chose est certaine, chaque cycle laisse une trace d'innovation et dégage des opportunités économiques avérées. Encore faut-il ne pas rater le coche. « L'écosystème européen et français n'était pas assez mature pour surfer sur la vague internet des années 2000 », estime Paul-François Fournier, directeur exécutif innovation de Bpifrance « Il faut dès à présent se positionner sur ce nouveau cycle. » Bpifrance se présente d'ailleurs comme le bras armé financier du Gouvernement et multiplie les outils d'accompagnement, de subventions, de dettes et d'investissements directs depuis plusieurs années. En 2021, les financements représentaient 800 millions d'euros et un nouveau fonds d'amorçage de 50 millions d'euros a été annoncé en juin dernier pour les projets d'IA générative.

Lors du dernier Vivatech, un salon consacré aux nouvelles technologies organisé chaque année à Paris, l'État français a affiché son souhait d'entrer dans la course avec un vaste plan de 900 millions d'euros destiné au développement de l'IA.

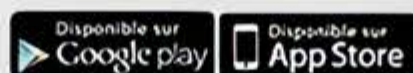
La Silicon Valley a toujours attiré les experts en IA du monde entier. Mais pour certains, le vent semble tourner et Paris parviendrait à séduire de plus en plus d'entrepreneurs spécialistes du domaine. Grâce à l'IA, l'Europe aurait une carte à jouer dans le B2B, la défense, la mobilité, le développement durable et la santé. Cette situation est due en partie au fait que le mouvement de l'open source gagne du terrain face aux modèles propriétaires. Par ailleurs, les monopoles des Gafam et de Nvidia sur les composants réduisent la marge de manœuvre pour les startups qui souhaiteraient se lancer aux États-Unis, d'où l'intérêt actuel pour l'Europe. La France semble d'ailleurs l'avoir bien compris puisqu'elle a mis en place en 2017 « le French Tech Visa », une procédure de demande de visa simplifiée pour faciliter le recrutement d'employés non européens. Un dispositif bienvenu alors que le secteur de la tech continue de faire face à une pénurie généralisée de talents ●

Source : Forbes

Vivez une nouvelle expérience avec votre application **BGFIMobile**



Avec BGFIMobile
Zéro tracas, zéro déplacement, zéro file d'attente.



Tél.: N° court 8888
(+241) 011 79 61 50
E-mail: eqc@bgfi.com
www.groupebgfibank.com



BGFIBank
Votre partenaire pour l'avenir

PUISSANCES ÉCONOMIQUES AFRICAINES : PERSPECTIVES SELON LE FMI

La mise à jour des prévisions de croissance du Fonds monétaire international (FMI) apporte bien des surprises, notamment le bouleversement annoncé à la tête des économies les plus puissantes d'Afrique en termes de produit intérieur brut (PIB) à prix courants exprimé en dollars. Selon cette institution, le Nigeria ne sera plus la première puissance économique du continent au terme de cette année et ce titre changera de titulaire en 2024, puis à nouveau en 2025. En voici les raisons principales.

Le Nigeria se situe au sommet des économies les plus riches du continent en termes de PIB à prix courants exprimé en dollars (au taux de change en vigueur), et ce, depuis 2014*. Le pays bénéficie de la bonne tenue des cours des hydrocarbures, dont il est redevenu le premier producteur à l'échelle du continent, et de la diversification accrue de son économie.

Cependant, un changement devrait se produire sur le podium des pays les plus riches d'Afrique dont l'ordre est identique depuis quelques années : Nigeria, Égypte et Afrique du Sud. À ce titre, selon les données du FMI, en 2022, le Nigeria affichait un PIB de 477,40 m^{ds} de dollars, devant l'Égypte avec 475,23 m^{ds} de dollars et l'Afrique du Sud avec 405,11 m^{ds} de dollars. Mais, selon les données actualisées de ce mois d'octobre compilées dans le rapport *Perspectives de l'économie mondiale*, des changements sont attendus au sein de ce trio de tête en 2023, 2024 et 2025.

En 2023, c'est l'Égypte qui sera propulsée à la tête des puissances économiques africaines avec un PIB de 398,40 m^{ds} de dollars, supplantant le géant ouest-africain, le Nigeria (390 m^{ds} de dollars), tandis que l'Afrique du Sud (381 m^{ds} de dollars) restera à la 3^e place. Toutefois, le pays des pharaons, qui est le plus dynamique en termes de croissance des grandes économies du continent, ne conservera pas longtemps cette position.

En effet, en 2024, cet ordre connaîtra un nouveau changement : l'Afrique du Sud reprendra la tête des pays les plus riches d'Afrique. En dépit de la crise qu'il traverse, notamment du fait des problèmes d'approvisionnement en électricité, ce pays devrait occuper la première place, devant le Nigeria qui ne bougera pas, alors que l'Égypte retournera à la 3^e place. Et en 2025, toujours selon les prévisions du FMI, ce chamboulement se poursuivra, le Nigeria revenant au sommet avec un PIB de 458 m^{ds} de dollars, devant l'Afrique du Sud (418 m^{ds} de dollars) et l'Égypte (409 m^{ds} de dollars). Ensuite, ces positions resteront inchangées jusqu'en 2028.



Pourquoi ces changements annoncés au cours de ces trois années alors que l'ordre est resté le même pendant longtemps ? Au-delà de l'impact du dynamisme économique, notamment de l'Égypte qui affiche de meilleures performances économiques comparativement au Nigeria et à l'Afrique du Sud, ces changements s'expliquent essentiellement par l'effet de change et particulièrement par la forte dépréciation des monnaies du Nigeria et de l'Égypte vis-à-vis du dollar.

Pour le Nigeria, face à la crise traversée par le pays aggravée par une conjoncture économique mondiale marquée par la guerre Russie-Ukraine et ses impacts négatifs sur l'économie (pénurie, inflation, dépréciation des monnaies, fonte des réserves de change...), les autorités ont introduit des contraintes relatives à l'accès au change, avec l'interdiction de l'importation de nombreux produits pour favoriser la production locale et réduire les sorties de devises. Cependant, face à l'impact négligeable de ces mesures, les autorités monétaires ont été obligées de répondre par des contraintes pesantes.

En juin 2023, la Banque centrale du Nigeria a

décidé d'adopter un taux de change unifié pour les devises, notamment le dollar américain, mettant ainsi fin à une politique monétaire qui se traduisait par des valeurs différentes pour le naira, dont une valeur officielle fixe et plusieurs autres valeurs parallèles déterminées selon les segments et la loi de l'offre et de la demande. Par suite de cette décision, qui équivaut à une « dévaluation » de la monnaie du pays, le taux de change du naira est passé de 465,50 nairas pour 1 dollar le 16 juin de cette année à 656,50 nairas pour le même dollar le 17 juin. La dépréciation de la monnaie nigérienne s'est poursuivie, atteignant un pic de 823 nairas pour 1 dollar le 23 du même mois. Sachant qu'il fallait 448 nairas pour 1 dollar fin 2022, la monnaie nigérienne, qui s'échange ce jeudi 19 octobre à 774,71 nairas, a donc perdu 73 % de sa valeur depuis le début de l'année vis-à-vis du billet vert américain. Logiquement accompagnée d'une forte inflation de 23,10 %, cette dépréciation devrait se traduire par une forte hausse du PIB de 20,91 % par rapport à l'exercice 2022. Toutefois, ce PIB en dollars courants chuterait de 19,53 %, à

390 m^{ds} de dollars contre 477,40 m^{ds} en 2022. En clair, à cause de la forte dépréciation du naira nigérian, le PIB du pays ouest-africain exprimé en dollar recule très fortement.

Quant à elle, la livre égyptienne a connu une troisième dévaluation et perdu 70 % de sa valeur en moins d'une année. Par voie de conséquence, elle subit une forte dépréciation vis-à-vis du dollar américain. En janvier dernier, à la faveur d'une dévaluation, le taux de change de la monnaie égyptienne est passé de 15,60 livres pour 1 dollar à 31,95 livres pour le même dollar. Et avec un cours actuel de 30,90 livres pour 1 dollar, la monnaie égyptienne a donc perdu la moitié de sa valeur depuis le début de l'année en cours. C'est pourquoi, malgré la forte hausse du PIB en livres égyptiennes, la richesse créée durant 2023 exprimée en dollars devrait fortement chuter tout en propulsant le pays des pharaons au sommet des pays les plus riches d'Afrique. L'économie égyptienne est aidée en cela par sa dynamique économique, avec un taux de croissance de 4,2 % en 2022 contre 0,9 % pour l'Afrique du Sud et 2,9 % pour le Nigeria.

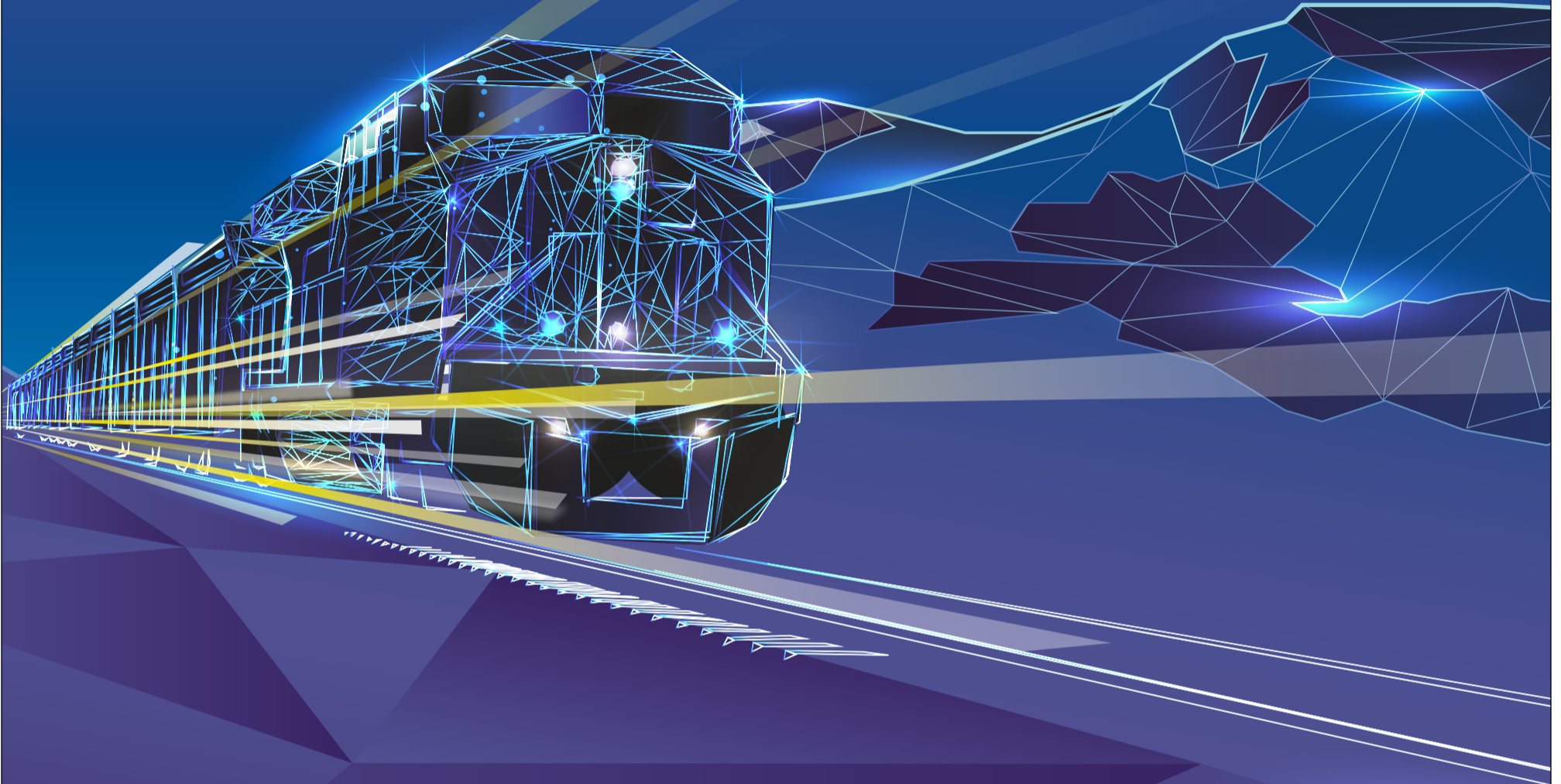
À l'opposé, malgré la crise énergétique et ses impacts sur les performances économiques de l'Afrique du Sud, le rand a affiché une forte résilience vis-à-vis du dollar. Depuis le début de l'année en cours, la monnaie sud-africaine n'affiche qu'une dépréciation de 9,05 % vis-à-vis du dollar. Ce taux de change rand dollar, qui a faiblement baissé comparativement aux monnaies des deux autres grandes économies du continent, explique ainsi le bon comportement de l'économie sud-africaine qui est devenue la plus riche du continent en l'espace d'une année.

Et si l'Afrique du Sud ne réussira pas à se maintenir à la tête des pays les plus riches d'Afrique après 2024, c'est parce qu'elle ne parviendra pas à stimuler sa croissance à cause d'un certain nombre de facteurs, dont la crise du secteur énergétique et la criminalité qui découragent nombre d'investisseurs.

C'est cette bonne résistance du rand par rapport au dollar qui, contrairement aux monnaies égyptienne et nigérienne, contribuera à propulser l'économie sud-africaine au premier rang des économies du continent en termes de PIB en dollars courants, avec une valeur de 401,40 m^{ds} de dollars en 2024 contre 395 m^{ds} de dollars pour le Nigeria et 358 m^{ds} de dollars pour l'Égypte. Ces projections permettent de relever que les prévisions du FMI tablent sur une meilleure résilience de la monnaie nigérienne en 2024 comparativement à celle de l'Égypte ●

* À l'exception de la parenthèse 2016-2017 durant laquelle l'Afrique du Sud est redevenue la première puissance du continent à la faveur d'un « rebasage du PIB » (changement de l'année de base utilisée pour le calcul de l'agrégat économique qu'est le PIB) qui a conduit à une revalorisation nominale du niveau de la richesse nationale produite du pays.

Un chemin de fer de classe mondiale, pour soutenir le développement économique national.



Les gares du Transgabonais

Owendo Virié - Essassa - N'Toum - Andem
M'Bel - Oyan - Abanga - N'Djole - Alembe
Otoumbi - Bissouma - Ayem - Lope
Offoue - Booue - Ivindo - Mouyabi - Milole
Lastourville - Doume - Lifouta
Mbougou-Mbadouma - Moanda - Franceville



setrag.eramet.com



COMMENT RELEVER LE DÉFI DE L'INCLUSION FINANCIÈRE EN AFRIQUE

Ne pas avoir accès aux services financiers a des conséquences individuelles importantes et pèse sur l'ensemble du développement économique. Si la technologie accélère considérablement le mouvement grâce au *mobile money*, elle ne peut résoudre seule le problème.

Par la Rédaction

Un Africain sur deux n'a pas accès aux services financiers. Certes, d'énormes progrès ont été réalisés ces dix dernières années. Certains pays – le Kenya et l'Afrique du Sud en tête – ont avancé plus vite que d'autres. Mais le chemin à parcourir reste encore long. Les consé-

quences de cette situation sont nombreuses sur le plan individuel : difficultés à contracter un prêt pour financer les études des enfants, nonaccès au système assurantiel pour parer aux conséquences des accidents de la vie ou des aléas climatiques sur les récoltes, incapacité à trouver les financements nécessaires à

la création d'une entreprise... Autant de freins qui, en outre, pèsent lourd sur le plan macroéconomique.

Mobile money

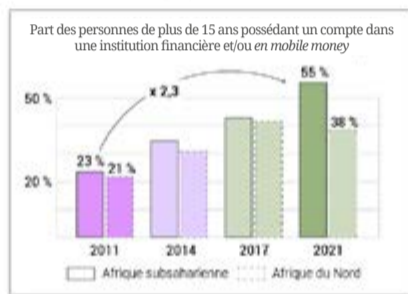
L'essor des technologies numériques, en particulier l'explosion du taux de pénétration de la téléphonie mobile, a permis

le développement rapide du *mobile money* et offert une alternative à la création d'un compte dans une agence bancaire. Mais, s'il a largement contribué à doubler, en une décennie, le taux d'accès aux services financiers sur le continent, son développement est encore limité, notamment du fait du manque d'investissements dans les infrastructures réseau indispensables à son déploiement sur l'ensemble du territoire. Comment aller plus loin et plus vite ? Quels sont les pays les plus avancés dans cette course ? Quels sont les défis qui restent à relever ?

Décryptage en infographies •

Inclusion financière : encore loin du compte

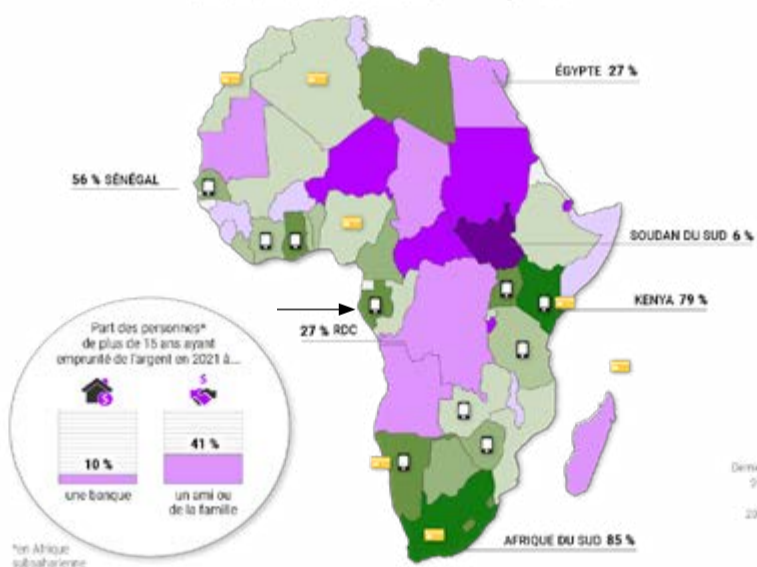
Un Africain sur deux n'a pas accès à un service financier



Part des personnes de plus de 15 ans possédant un compte dans une institution financière et/ou en *mobile money* 2021



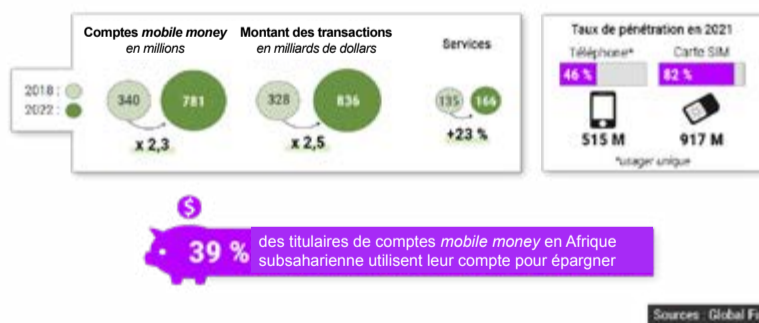
Pays où plus de 40% de la population possède un compte...
 bancaire classique
 un *mobile money*



*En Afrique subsaharienne

Une belle progression grâce au *mobile money*...

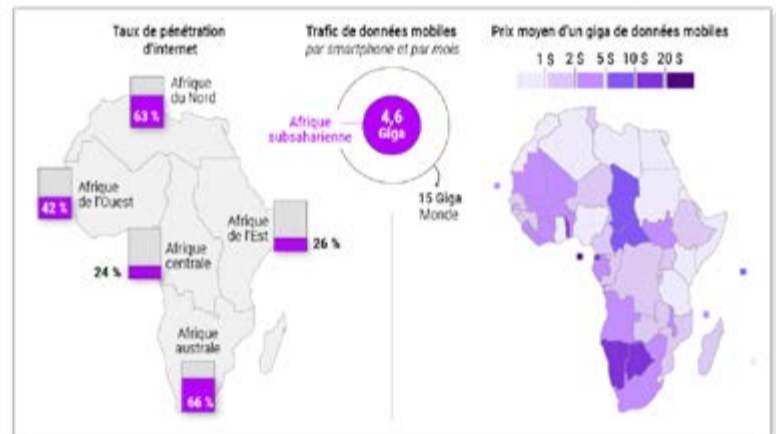
Avec leur solution sans smartphone ni connexion les prestataires de *mobile money* ont conquis le continent. Ils ont participé à combler le fossé entre la population bancarisée et non bancarisée, notamment en diversifiant leur offre avec du crédit ou de l'épargne.



Les défis à relever

Internet pour tous

Une finance inclusive dépend plus d'internet que des systèmes bancaires classiques. Les zones rurales doivent être raccordées au réseau et les tarifs des forfaits rendus plus accessibles.



Numériser les services financiers

Si la pandémie de covid-19 a accéléré l'adoption des solutions numériques, l'emploi informel et l'usage de l'argent liquide restent encore la norme. Mettre en place des politiques qui favorisent les paiements numériques permettrait de réduire le coût des transactions, l'évasion et la fraude fiscale.



Inclure les femmes et les personnes les plus défavorisées

Moins susceptibles de disposer d'une pièce d'identité ou d'un téléphone portable, les femmes et les personnes les plus défavorisées sont davantage exclues des services financiers. Des programmes éducatifs et des tarifs bancaires plus accessibles peuvent participer à une meilleure inclusion.



Identité, sécurité et vie privée.

L'absence de pièce d'identité vérifiable est une des principales raisons de l'exclusion des services financiers. Pour contourner cet obstacle, l'Inde a mis en place l'Aadhaar (numéro d'identification unique faisant office d'identité numérique). Mais ce programme d'identification biométrique, le plus important au monde, a suscité de vifs débats sur la confidentialité et la surveillance gouvernementale.



LE MOIS DU VIN

31 OCT AU 03 DÉC 2023



**BORDEAUX
CH ROUSSEAU 75CL**

LE CARTON A
~~17.700*~~
15.000^F



**LUSSAC SAINT EMILION
LA CROIX DE CHÉREAU 75CL**

~~4.250*~~
5.650^F



**SAINT EMILION GRAND CRU
VIEUX CHÂTEAU DES COMBES
75CL**

~~15.250*~~
13.750^F



**BORDEAUX SUPÉRIEUR
CHÂTEAU BOIS CHANTANT
75CL**

~~4.950*~~
6.250^F



**MÉDOC
CHÂTEAU VIEUX FORT**

~~4.250*~~
7.250^F



**BORDEAUX
CHÂTEAU PIED
D'ARGENT BELLEVUE**

~~1.500*~~
4.250^F

~~1.950*~~
4.250^F



**CÔTES DU ROUSSILLON
VILLAGES BILA HAUT 75CL**

~~6.750*~~
5.900^F



**CÔTES DE PROVENCE
ROSÉ CHÂTEAU DES FERRAGES
ROUMERY 75CL**

~~4.250*~~
8.250^F



**COTES DU RHONE
BELLERUCHE
M. CHAPOUTIER
75 CL**

~~4.250*~~
7.500^F



**BORDEAUX ROUGE
CHÂTEAU DU PIN 75CL**

~~1.600*~~
3.950^F



**ST EMILION
CHAPELLE DE LA TRINITÉ 75CL**

~~10.900*~~
9.500^F



**PESSAC LÉOGNAN
LA RÉSERVE DE PICQUE
CAILLOU 75CL**

~~15.500*~~
13.900^F



PRIX IMPORT

* L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération
* Offre disponible pour une durée limitée ou jusqu'à épuisement du stock promotionnel

INTERVIEW DE MONSIEUR ALEXANDRE ALAWOE, FONDATEUR ET DIRECTEUR DE LA SOCIÉTÉ ALTEMPLOI GABON

ALTEMPLOI SUR LA BONNE PENTE

Ce portail de recrutement gabonais a été conçu en 2015. Son succès ne s'est pas fait attendre et d'autres services supplémentaires ont été proposés tels que le conseil en relations humaines, l'organisation du premier Salon de l'emploi et des métiers en 2018 ou le lancement de la première application mobile de recrutement au Gabon. Ce cabinet est installé à Libreville, mais il intervient sur l'ensemble du territoire, tant auprès des PME que de grands groupes internationaux. Leader dans leur domaine, ces jeunes entrepreneurs gabonais avancent à grands pas. Mais quelles sont leurs perspectives ? Nous sommes allés à leur rencontre.

Par Anne-Marie Jobin

EE Comment se porte AltEmploi ? Décrivez-nous vos activités au sein de votre secteur ?

AltEmploi a démarré ses activités le 1^{er} août 2016 dans les domaines du conseil en recrutement et de la gestion des ressources humaines. Nous avons une agence basée à Libreville, en face de Mbolo, dans les galeries Jardins d'Ambre. Notre équipe est constituée de 10 collaborateurs gabonais, tous recrutés via notre plateforme de recrutement AltEmploi Gabon, ainsi que de 129 intérimaires pour le compte d'AltEmploi Gabon Intérim (entreprise de travail temporaire agréementée).

Fidèles à nos valeurs d'excellence, de dynamisme et de proactivité, nous n'avons cessé d'être au contact des candidats en recherche d'emploi par le biais de nos différents ateliers en faveur de l'employabilité : échanges professionnels hebdomadaires, formations dispensées sur la méthodologie de recherche d'emploi, accompagnement à l'élaboration du CV et de la lettre de motivation ou encore simulations d'entretiens d'embauche. En 2018, 2019 et 2022, nous avons également organisé trois éditions du Salon de l'emploi et des métiers avec la participation de nombreuses entreprises partenaires, d'entrepreneurs locaux et du service public de l'emploi en République gabonaise.

AltEmploi, c'est une aventure entrepreneuriale qui a débuté en 2015, au cours de ma dernière année de master en finance au sein de l'École supérieure de commerce de Marseille (France), Kedge Business School. En 7 ans, nous avons développé plusieurs solutions afin de permettre à nos consultants d'identifier pour nos clients les meilleurs candidats dans les meilleurs délais. Au fil du temps, notre plateforme de recrutement est devenue le site d'emploi de référence au Gabon pour les candidats en recherche d'emploi. Nous comptons plus de 31000 inscrits dans notre CVthèque, plus de 30 000 abonnés sur LinkedIn et 74000 followers sur Facebook via nos pages professionnelles sur les réseaux sociaux.

EE Avec huit ans de recul, êtes-vous en mesure de nous indiquer combien de chercheurs d'emploi sont aujourd'hui en poste grâce à vos services ?

Depuis le lancement de nos activités au Gabon, ce sont à ce jour 32 081 candidats inscrits dans notre base de données, pour 3 556 candidats recrutés dans le cadre des missions de recrutement effectuées pour nos clients et à travers les différents événements organisés, notamment le Salon de l'emploi et des métiers. Parmi les candidats inscrits chez nous ou postulants, 28 % d'entre eux sont des personnes en activité. 67 % des candidats enregistrés dans notre CVthèque ont effectué leur inscription sur notre site d'emploi.

EE Quels sont les profils des sociétés qui vous sollicitent ?

AltEmploi est un partenaire privilégié pour les entreprises avec qui nous travaillons en synergie pour les accompagner dans le développement de leur capital humain. Nous sommes un cabinet de recrutement généraliste dans la mesure où nous recrutons tous types de profils pour nos clients. Les entreprises qui nous sollicitent sont aussi bien des PME que des grands groupes internationaux basés à Libreville et exerçant dans différents secteurs d'activités sur l'ensemble du territoire gabonais. Nous effectuons aussi pour eux des missions de recrutement dans l'intérieur du Gabon, même si la grande majorité de nos offres d'emploi est localisée à Libreville. Nous recrutons beaucoup de profils sur les fonctions supports de l'entreprise : acheteurs, commerciaux, secrétaires, comptables, contrôleurs financiers, responsables des ressources humaines, gestionnaires de paie, gestionnaires de stocks, juristes, chargés de communication, informaticiens, cuisiniers, etc.

Nous sommes également sollicités par nos clients sur des métiers en tension où ils rencontrent des difficultés à trouver des candidats qualifiés possédant les formations et les expériences professionnelles requises pour occuper les postes à pourvoir dans les principaux secteurs industriels (bois, mines, agroalimentaire, télécoms, pharmaceutique, santé, logistique et transports, etc.).



Alexandre Alawoe, fondateur et directeur de la société AltEmploi Gabon.

EE Vous avez signé un contrat de partenariat avec l'ONE. Quels en sont les termes ?

En effet, le 08 juin 2018, nous avons signé un partenariat avec l'Office national de l'emploi (ONE), alors le service public de l'emploi en République gabonaise, mais dont la dénomination a changé depuis la loi N°10/2022 du 05 août 2022 portant création du Pôle national de promotion de l'emploi (PNPE). Dans le cadre de ce partenariat, AltEmploi Gabon et l'Office national de l'emploi ont marqué leur volonté de travailler conjointement et en complémentarité afin de résoudre les problématiques liées à l'accès à l'emploi et à une information fiable sur les données statistiques des demandeurs d'emploi, des entreprises qui recrutent et des secteurs porteurs.

EE Dans quel cadre les entreprises font-elles appel à un cabinet de recrutement ? Qu'est-ce qui vous distingue du PNPE (ex-ONE) ?

Le cabinet de recrutement a pour rôle de trouver le bon candidat pour un poste bien défini consécutivement à la demande d'une entreprise. Sa mission est double puisqu'il s'agit d'une part de satisfaire son client en identifiant pour lui le meilleur profil en adéquation avec le poste à pourvoir et d'autre part, de satisfaire également nos candidats en recherche d'emploi en leur permettant d'être embauchés dans

la suite, des shortlists de plusieurs candidatures pourront être envoyées aux entreprises qui recrutent. Si ce n'est pas le cas, elles doivent avoir la possibilité d'accéder directement à la CVthèque du PNPE à partir de leur compte employeur pour y effectuer le sourcing. Enfin, lorsque les entreprises n'ont pas pu trouver les profils recherchés via le PNPE, elles peuvent faire appel à des cabinets de recrutement spécialisés, généralement pour identifier des candidats à potentiel élevé dans de brefs délais.

EE Quels sont vos projets, vos perspectives ?

Depuis le début de l'année 2023, nous avons travaillé sur le projet d'amélioration et de création d'un nouveau portail de recrutement dénommé « AltEmploi Groupe », avec pour ambition d'exporter notre expertise de recruteur dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne francophone, notamment au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Prévue pour décembre 2023, cette nouvelle plateforme intégrera de nouvelles technologies de recrutement telles que l'intelligence artificielle ainsi que d'autres fonctionnalités prises en compte lors de l'enquête de satisfaction réalisée auprès de nos utilisateurs pour améliorer leur expérience candidat. Ce nouveau site d'emploi remplacera le site actuel d'AltEmploi Gabon tout en conservant le même nom de domaine.

Cette plateforme nous permettra de publier des offres d'emploi pour nos clients basés au Gabon, mais également dans d'autres pays en Afrique où nous aurons des représentants et des bureaux. Notre volonté est de multiplier les opportunités professionnelles pour nos candidats et d'être en mesure, si nécessaire, d'identifier pour nos clients des compétences à l'étranger sur des postes pénuriques du fait du manque d'investissement dans la formation et l'éducation.

EE Envisagez-vous d'exporter votre savoir-faire ?

Nous travaillons à l'ouverture d'un premier bureau en dehors du Gabon, en Côte d'Ivoire, à Abidjan, d'ici la fin de l'année 2023, puis nous ouvrirons un deuxième bureau au Gabon, à Port-Gentil, pour le début de l'année 2024 •

l'entreprise qui correspond le mieux à leurs aspirations professionnelles. Les entreprises font appel au cabinet de recrutement pour plusieurs raisons : lorsqu'elles recherchent un profil spécifique et pointu ; lorsqu'elles n'ont ni les compétences interne ni le temps nécessaire pour gérer leurs besoins en recrutement ; lorsqu'elles n'ont pas trouvé de candidats pour les postes disponibles ; lorsqu'elles doivent recruter un profil de cadre ou dirigeant de manière stratégique en toute confidentialité. Les entreprises nous sollicitent donc la plupart du temps quand elles ont des besoins en recrutement urgents et qu'elles n'ont pas trouvé les profils correspondant aux postes à pourvoir.

Le Pôle national de promotion de l'emploi a pour mission de contribuer à l'insertion et à la réinsertion professionnelle des personnes en recherche d'emploi sur le territoire gabonais, pour le compte de l'État. C'est un établissement public dont le rôle est d'apporter des solutions d'accompagnement à toutes les catégories de demandeurs d'emploi (avec ou sans diplômes, en situation de chômage ou en quête d'un premier emploi) pour lutter efficacement contre le chômage au Gabon.

De manière conventionnelle, les entreprises devraient d'abord s'orienter vers le PNPE lorsqu'elles ont des offres d'emploi à pourvoir et les transmettre pour une publication officielle gratuite. Par

INTERVIEW DE LOÏC KAPITHO, COFONDATEUR ET DIRECTEUR GÉNÉRAL DE POZI

EN MOINS DE DEUX ANS, + DE 1 000 VÉHICULES ET + DE 200 CLIENTS

Fondée en 2021, Pozi est une startup gabonaise spécialisée dans le tracking dont la mission est de libérer le plein potentiel des acteurs de la mobilité africaine par l'optimisation en temps réel de leur flotte de véhicules. Au cours du 3^e trimestre 2023, la startup a franchi la barre des 1 000 véhicules. Loïc Kapitho, cofondateur et directeur général, revient sur les défis qui se présentent à son équipe sur ce marché technologique très compétitif.

Par Anne-Marie Jobin



De gauche à droite : Charles Essia, Junior Minso, Loïc Kapitho, Chrystall Nze Mengue.

EE Quel est le secret de la croissance récente de votre entreprise ? Comment avez-vous réussi à atteindre ce cap des 1 000 véhicules ?

Depuis sa création, notre ambition a toujours été clairement partagée avec l'ensemble de nos collaborateurs, mais surtout avec nos clients : bien que nouveaux entrants sur un marché très compétitif, nous sommes convaincus et prouvons qu'une jeune startup gabonaise de tracking peut devenir la plus appréciée en Afrique d'ici 2030. Cette ambition nous conduit à tout mettre en œuvre pour conquérir des parts de marché au Gabon où nous avons le potentiel de devenir leaders d'ici 2025.

Aujourd'hui, nous gérons une flotte de 1200 véhicules de plus de 200 clients. Ils nous ont choisis pour équiper, contrôler et sécuriser leurs actifs, et réduire les dépenses opérationnelles (carburant, entretien). Notre croissance repose sur l'acquisition de nouveaux utilisateurs qui apprécient les points forts de notre solution : une expérience utilisateur fluide et accessible, une facilité à générer des analyses et des rapports automatisés. Une disponibilité de nos équipes de développement pour proposer de nouvelles fonctionnalités à la demande. Elle repose aussi sur la diversité des actifs équipés et sur les solutions que nous proposons pour tracker des véhicules légers, des engins, des camions et très récemment des containers.

EE Vous équipez aussi des conteneurs ? Les compagnies maritimes possèdent pourtant déjà ces technologies, n'est-ce pas ? Expliquez-nous s'il vous plaît.

En réalité, notre approche est complémentaire des solutions proposées par les compagnies maritimes : une fois sortis des terminaux portuaires où ils sont scannés grâce à des technologies de proximité, les containers de nos clients nécessitent une technologie GPS pour faciliter leur localisation précise. Nous accompagnons ainsi les entreprises sujettes à de grands flux logistiques en dehors des ports à containers sur des sites présentant des conditions de sécurité très diverses. Au même titre que les remorques ou les actifs qui ne présentent pas des sources d'énergie continue, ce sujet est un axe de croissance potentiel de notre startup.

EE Quels sont les principaux défis opérationnels que vous avez rencontrés en augmentant le nombre de véhicules clients ?

Pour une application comme la nôtre, le défi majeur est de maintenir un business model dit «scalable». D'abord, nous avons dû redimensionner notre infrastructure en termes de serveurs et de logiciels afin d'étendre notre capacité d'actifs suivis et d'intégrer de nouveaux matériels. Ces investissements permettent à nos utilisateurs d'avoir une expérience utilisateur fluide et décuple la capacité de calcul de Pozi.

Nous avons également dû optimiser nos opérations d'installation et notre organisation commerciale de façon à satisfaire une demande croissante. Nous avons ainsi intégré des tableaux de suivi de performance pour mesurer

l'ensemble des indicateurs de notre activité. L'un des indicateurs qui nous permettent de prendre la mesure de l'accroissement de nos opérations est le nombre de nouvelles installations : aujourd'hui, il nous arrive d'installer autant de véhicules en une journée que lors de certains mois de notre 1^{re} année !

EE Comment votre entreprise gère-t-elle les besoins croissants de vos clients en termes de services et de personnalisation ?

Une de nos valeurs essentielles est d'être concentré sur le client : plus qu'un simple slogan c'est une véritable invitation qui est faite à chacune des entreprises qui nous fait confiance pour répondre à ses attentes. Nous constatons que bon nombre d'entre elles ont besoin d'outils de prise de décision qui intègrent une approche de «data analyse», c'est-à-dire la capacité de détecter des irrégularités, d'apporter des mesures correctives ou d'anticiper une intervention, le tout en temps réel. Nous mettons donc un accent particulier sur la compréhension de ces enjeux et développons les nouvelles capacités de notre application à partir de

ces spécificités. Grâce à cette démarche d'amélioration continue, notre application est à même de répondre aux exigences de secteurs aussi variés que la logistique, le transport, l'industrie agroalimentaire, le secteur pétrole et gaz, les mines, etc.

EE Quels sont vos plans pour garantir une croissance durable tout en maintenant la qualité de vos services ?

Nous sommes toujours dans une phase de consolidation de notre système d'opérations. Cela est très prometteur et demande néanmoins une grande vigilance. Nous avons donc décidé de déployer une démarche qualité en interne qui devrait nous conduire vers une certification à l'horizon 2025. Cette démarche intègre autant le volet satisfaction

client que la cybersécurité de notre plateforme.

La croissance durable passe également par la pérennisation de nos partenariats actuels et le développement d'un réseau de revendeurs au Gabon. Cela nous permettra également de diversifier le type d'actifs que nous pouvons suivre grâce à Pozi. Par exemple, nous avons récemment équipé des containers pour un client et ouvert un bureau à Port-Gentil.

Enfin, nous envisageons le déploiement de Pozi à l'international à l'horizon 2025 sur des marchés porteurs en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Pour reprendre une de nos valeurs, je dirai que nous sommes donc plus que jamais en mission ensemble !

Bientôt sur libreville!

LA P'tite NOUVELLE

+ Légère
+ Pratique
+ Économique

Avec nous vous êtes Numéro Un

INTERNET EN AFRIQUE

QUI POSSÈDE LES CÂBLES SOUS-MARINS RELIÉS AU CONTINENT ?

L'accès à la toile est un enjeu économique, politique et démocratique. Le continent est-il suffisamment connecté au reste du monde ? Quels sont les acteurs qui se partagent ce marché crucial ?

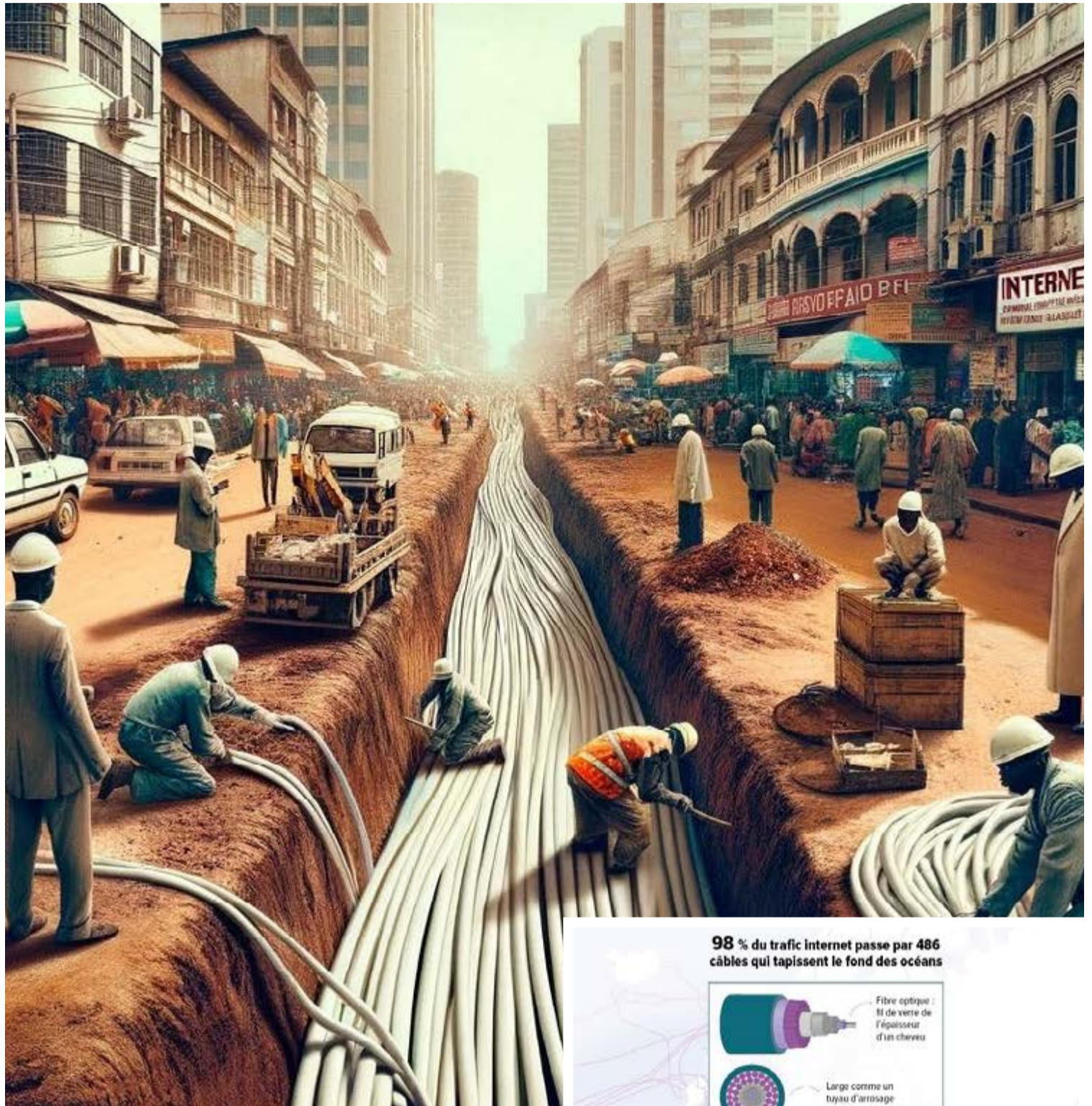
Par la Rédaction

Paradoxalement, rien n'est plus palpable que le cloud. Contrairement à l'image immatérielle qu'elle renvoie, la toile est tissée de centaines de câbles sous-marins par lesquels circulent toutes nos données. Mis bout à bout, ils font plus de trente-trois fois le tour de la planète. Ces infrastructures sont devenues capitales et leur contrôle est éminemment stratégique sur le plan économique et géopolitique. Bâti sur les mêmes routes que les câbles téléphoniques – dont le premier a été posé en 1858 pour relier l'Europe aux États-Unis –, ce réseau révèle aussi une cartographie des grands équilibres géopolitiques.

Le marché des fournisseurs du maillage est extrêmement concentré. Trois acteurs le contrôlent aujourd'hui à 87 % : ASN (France), NEC (Japon) et Subcom (États-Unis). Mais dans ce secteur stratégique, les opérateurs historiques sont confrontés à de nouveaux rivaux, en particulier depuis la percée du chinois HMN Tech qui détient désormais 12 % des précieuses autoroutes sous-marines de l'information.

Le secteur a connu une véritable révolution avec l'arrivée des géants privés du numérique qui, en moins de dix ans, sont parvenus à grappiller de larges parts de marché aux consortiums d'opérateurs traditionnels en finançant des projets colossaux de A à Z. Désormais reliée à une soixantaine de câbles, l'Afrique, pour qui ces connexions sont un enjeu majeur de développement, pourrait bien profiter de cette course au contrôle des données.

Malgré 1,2 million de kilomètres de fibre terrestre et 25 câbles sous-marins, la couverture du haut débit fixe demeure faible en Afrique. Bien que doté d'infrastructures



tures télécoms robustes, le continent enregistre toujours un faible taux de couverture par le haut débit fixe qui se situe à moins de 10 %. C'est le plus bas à l'échelle mondiale.

Malgré un investissement massif, seuls 7 % des foyers étaient couverts par le haut débit fixe en 2021, contre 82 % pour le mobile. Les coûts élevés de déploiement et d'entretien des réseaux à large bande fixe ainsi que les tarifs d'accès parmi les plus élevés au monde rendent le haut débit fixe moins attrayant pour de nombreux consommateurs africains.

Cependant, l'Afrique a connu la croissance annuelle la plus rapide en matière de capacité de transmission internet depuis 2020. Les PME en Afrique sont largement

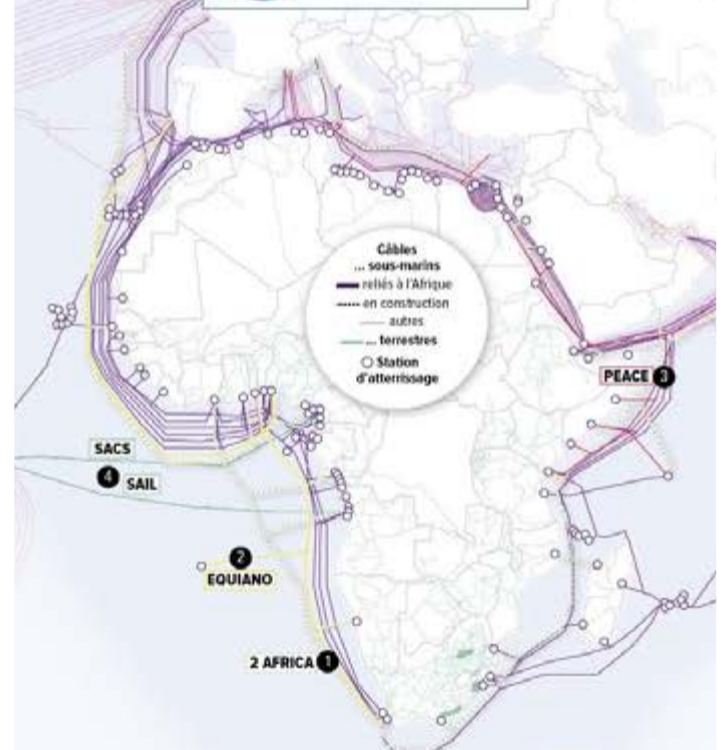
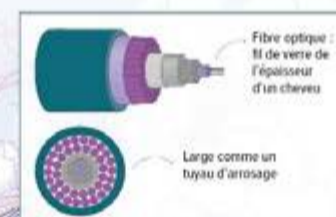
sous-équipées en matière d'accès internet et de matériel informatique.

Une augmentation de 10 % de la pénétration du haut débit fixe pourrait augmenter le PIB par habitant de 2 à 2,3 %, selon l'UIT.

Il est crucial de prendre en compte ces disparités en matière d'accès au haut débit tout en reconnaissant l'énorme potentiel qu'offre l'Afrique en tant que marché pour les groupes technologiques internationaux. Les opportunités de croissance pour les entreprises dans le domaine des télécommunications en Afrique sont considérables, mais nécessitent une stratégie bien pensée et adaptée au contexte unique du continent •

Source : Jeune Afrique

98 % du trafic internet passe par 486 câbles qui tapissent le fond des océans



L'AIRBUS A350 ARRIVE EN FORCE À LIBREVILLE PROGRAMME AIR FRANCE À COMPTER DE NOVEMBRE

Air France, qui a fêté le 7 octobre dernier les 90 ans de sa création, annonce un programme ambitieux pour cet hiver.

Par la Rédaction

Après un été marqué par une forte demande de voyages, notamment sur long-courrier, Air France poursuit la réouverture et l'expansion de son réseau mondial. Au cours de la saison hiver 2023-2024 (de novembre 2023 à mars 2024), la compagnie desservira 167 destinations dont 84 sur long-courrier et 83 sur court et moyen-courrier. Elle retrouvera un niveau d'activité proche de celui de l'hiver 2019, à 98% des capacités de 2019 en sièges-kilomètres offerts sur long-courrier.

Au départ de Libreville, avec un vol quotidien, Air France met en ligne l'Airbus A350 sur une grande majorité de ses vols.

L'Airbus A350 est le nouveau fer de lance d'Air France sur long-courrier. Avec des émissions de CO₂ réduites de 25% par rapport aux avions de génération précédente, il constitue un levier majeur de réduction de l'empreinte environnementale de la compagnie.

Air France poursuit l'intégration dans sa flotte d'appareils de nouvelle génération, plus économes et plus respectueux de l'environnement.

Au total, la compagnie a commandé 38 Airbus A350-900, dont les livraisons se poursuivront à un rythme soutenu jusqu'en 2025. 22 exemplaires ont d'ores et déjà été reçus. À cela s'est ajoutée une commande de 50 exem-

plaires supplémentaires au niveau du groupe Air France-KLM, dont la livraison s'échelonne entre 2026 et 2030.

D'ici 2030, les appareils de dernière génération (Airbus A350 et Airbus A220) représenteront 70% de la flotte d'Air France, contre 7% actuellement, grâce à un plan d'investissement ambitieux d'un milliard d'euros par an.

Un appareil de dernière génération plus respectueux de l'environnement

L'Airbus A350-900 symbolise la transition vers un transport aérien plus durable. Comparé aux appareils de taille équivalente de génération précédente, il consomme 25% de carburant en moins (soit 2,5 litres par passager aux 100 kilomètres) et émet 25% de CO₂ en moins grâce à l'incorporation de matériaux plus légers : 53% de composites et 14% de titane. Son empreinte sonore est également réduite de 40%.

● **Le meilleur d'Air France à bord de l'Airbus A350**

L'Airbus A350 d'Air France offre 324 sièges, dont 34 en cabine Business, 24 en cabine Premium Economy et 266 en cabine Economy.

À bord, les clients bénéficient :

- d'une cabine spacieuse en Business, Premium Economy et Economy
- de hublots plus grands de 30%
- d'un système de pressurisation optimisé permettant une atmosphère de cabine plus confortable avec un air renouvelé très régulièrement
- d'ambiances lumineuses adaptées aux différentes phases de vol
- d'une offre repensée de 1 500 heures de divertissement.

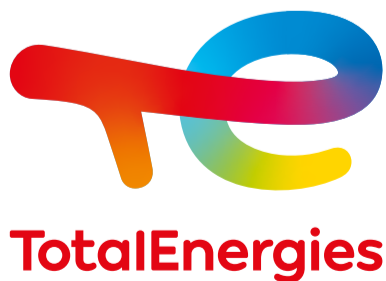
Pour rester connectés à bord de l'Airbus A350, les clients peuvent accéder à Air France Connect, l'offre de Wi-Fi à bord.



Optez pour la Carte Carburants et Services de TotalEnergies qui peut vous emmener au stade pour la CAF !



L'Airbus A350-900 symbolise la transition vers un transport aérien plus durable.



Souscrivez à la carte de TotalEnergies avant le 30 novembre 2023 et tentez de gagner deux places pour la TotalEnergies CAF CAN, Côte d'Ivoire 2023*.



CAF | **COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS CÔTE D'IVOIRE 23**

* Pour participer, scannez le QR code ou rendez-vous sur <https://totalenergies.ga/cartes-totalenergies/souscrire-en-ligne-aux-cartes-totalenergies>
Consultez le règlement détaillé du jeu-concours : xxxxxxx

Les Échos de l'Éco

echosdeleco.com

JEU CONCOURS

Les fêtes de fin d'année approchent à grands pas. À cette occasion votre mensuel les **Échos de l'Éco**, vous invite à participer

QUESTIONNAIRE

- 1 - À combien d'exemplaires le journal mensuel les **ÉCHOS de L'ÉCO** est-il imprimé ?
- 2 - Combien le journal les **ÉCHOS de L'ÉCO** publie-t-il de numéro dans l'année ?
- 3 - Quelle est la date de la première publication des **ÉCHOS de L'ÉCO** ?
- 4 - « Il n'existe pas de grande histoire sans de grand homme ». À quel numéro des **ÉCHOS de L'ÉCO** correspond ce titre ?
- 5 - Que signifie le sigle BRICS ?
- 6 - Selon les **ÉCHOS de L'ÉCO** quelle est la société qui bouscule les codes ?



Pour participer, scannez le Qr code ou rendez-vous sur nos réseaux sociaux

LOTS À GAGNER



UN WEEK-END POUR 2 AU TROPICANA

Samedi : Déjeuner - Dîner - Nuité
Dimanche : Petit déjeuner - Déjeuner
NB : hors boissons



UN CHÈQUE-CADEAU CARREFOUR PRIX IMPORT

Faites des achats de votre choix pour un montant de 100 000 FCFA



UNE MONTRE CONNECTÉE DERNIÈRE GÉNÉRATION

Affichage des notifications - Cardio fréquencemètre - Chronomètre - Distance parcourue - Haut-parleur...



UN TÉLÉPHONE ANDROID DERNIÈRE GÉNÉRATION

Le règlement du jeu concours

Toutes nos éditions sont disponibles sur notre site internet et vous y trouverez les réponses aux questions du jeu-concours :

www.echosdeleco.com

Vos réponses doivent nous parvenir avant le jeudi 30 novembre 2023.
Mardi 5 décembre 2023, un tirage au sort de 4 bulletins désignera 4 lauréats.
Mercredi 20 décembre 2023, les gagnants seront invités dans les bureaux des **Échos de l'Éco**, à Libreville, pour se voir décerner leurs lots respectifs.

L'attribution de ces lots dépendra du tirage au sort qui se fera à la rédaction des **Échos de l'Éco** sis à Libreville - Bord de mer - Immeuble Floria 3 - 2^e étage sous l'autorité de Maître Florent Mounguengui, huissier de justice assermenté.

Date limite : Jeudi 30 novembre 2023

Ce concours est ouvert aux + de 18 ans.

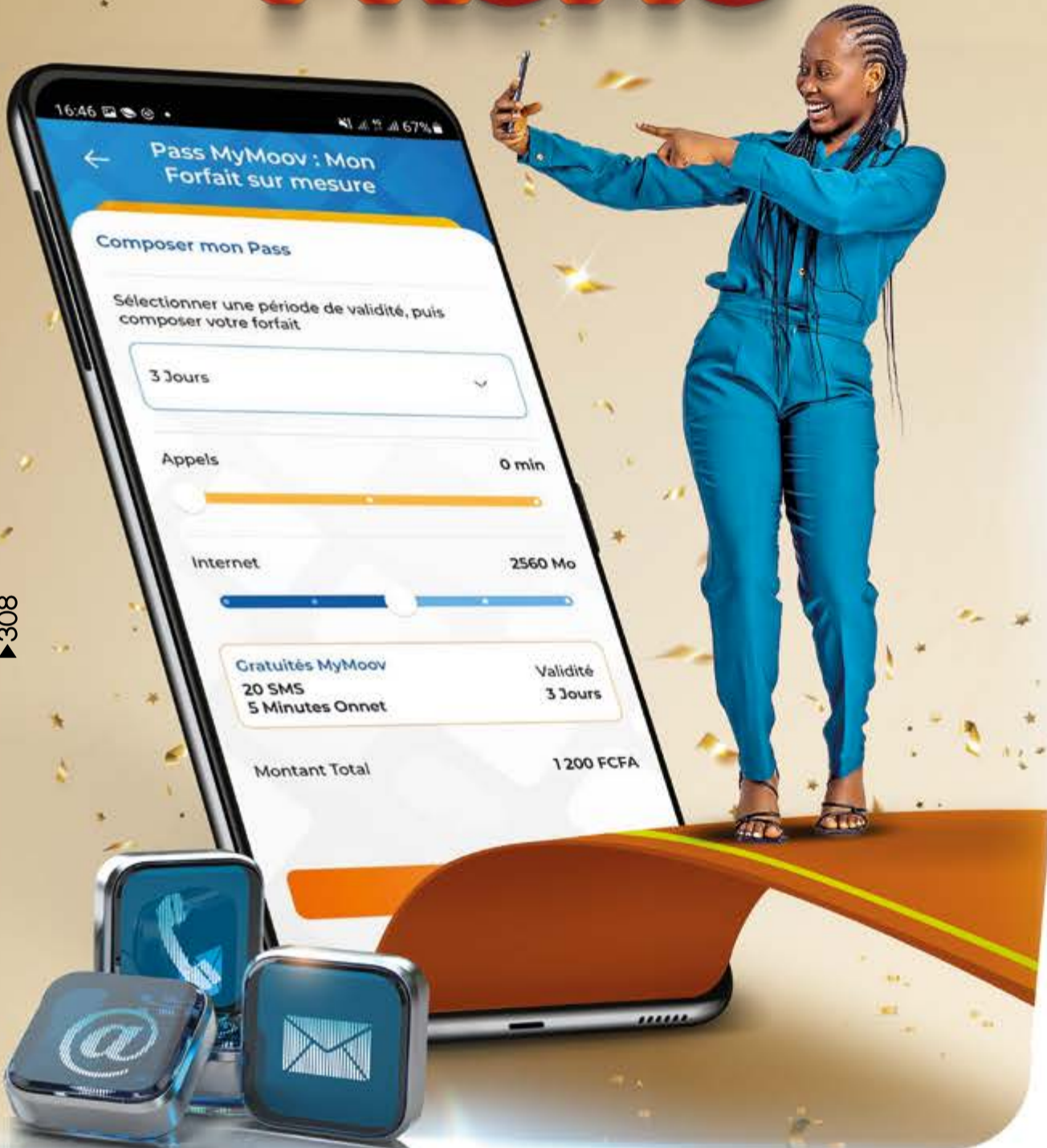
MOOV SERVICE+

PROMO

**Moov
Africa**

Gabon Telecom

L'AGENCE
▶ 308



APPLI MY MOOV

**COMPOSEZ VOUS-MÊME
LES MEILLEURS FORFAITS 4G+**

1Go + 3 min + 10 SMS = 500F valable 1 jour

15Go + 15 min + 50 SMS = 5 000F valable 15 jours

5Go + 10 min + 30 SMS = 2 000F valable 7 jours

30Go + 20 min + 100 SMS = 10 000F valable 30 jours

Engagés pour l'innovation

#Engagés pour le Meilleur

Télécharger dans
l'App Store

Disponible sur Google Play

EXCLUSIVITÉ

**My
Moov**

moov-africa.ga

Faites-vous dépister!

Pour ceux que vous aimez.



Sobraga 
Les boissons du Gabon

Soboleco 
Les eaux du Gabon

Sovingab 
Les vins du Gabon